

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 40 (1993)
Heft: 5

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Roland Fornerod, chef local d'Avenches:
«Que peut-on expliquer à un EM à qui l'on coupe les moyens de fonctionner?»

Engagé depuis quatorze ans dans la protection civile, il est un chaud partisan d'une refonte de la PCi telle que le prévoit le plan directeur 95, ainsi que de son adaptation comme le conçoit la réforme vaudoise. Le district d'Avenches, qui représente quelque 6000 habitants possède trois regroupements de communes, dont celui d'Avenches, Donatyre, Oleyres et Faoug fonctionne parfaitement. Un des aspects insoupçonné de la réforme dans la Broye est le fait que la nouvelle limite d'âge va faire perdre un tiers des effectifs, alors que cette région est déjà sous-dotée. Ce qui paraît curieux aux yeux de Roland Fornerod n'est pas la réforme en soi, mais c'est un certain manque de souplesse dans son application. Le management de cette affaire lui paraît «suspect».

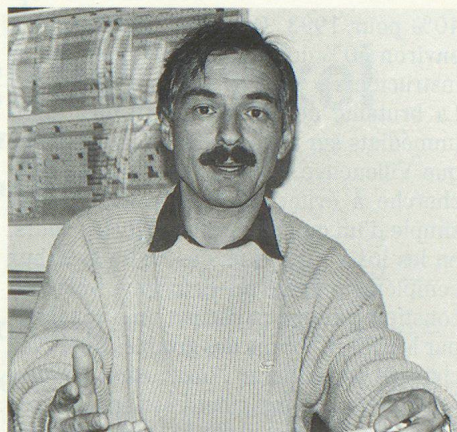
Comme il le dit lui-même: «Le manque d'engagement de certains a gâché la mise en place de la PCi; de ce côté on peut approuver la position des politiciens. Par contre, le projet de réforme vaudois a été concocté par une commission composée de politiques et de spécialistes dont le premier rapport constatant la dégradation de

l'image de la PCi, a déclaré qu'il fallait mettre l'accent sur la formation. Dès lors que le problème financier est devenu plus pointu à résoudre, on décide de couper les subventions ce qui revient à supprimer pratiquement la formation et les exercices communaux. Pour le responsable que je suis quelle est l'attitude à adopter vis-à-vis d'un état-major à qui l'on coupe les moyens de fonctionner?»

«Pour le regroupement d'Avenches, la réaction des Autorités a été d'une certaine façon logique: suppression des cours et exercices pour des raisons financières, mais sans prendre en compte comme le rappelle Roland Fornerod tous les travaux projetés au profit de la collectivité publique et qui auraient sans doute permis de «récupérer» l'investissement communal. D'un autre côté, j'ai un peu l'impression que l'on a cédé à la panique; le Service cantonal a déclaré que toutes les subventions tombaient de facto, alors qu'il n'en est rien; les subventions fédérales restent comme les assurances et la carte APG. Finalement, certains chefs locaux se sont sentis bernés et c'est un facteur de démotivation dont on se serait bien passé.»

Un parfum de désaccord

Sur le plan de la régionalisation, il règne dans la Broye un certain désaccord. Il y a des tendances centralisatrices qui voudraient voir Avenches rejoindre et dépendre de Payerne. Un des arguments est économique, en tout cas présenté comme tel. En effet, cette opération éviterait la construction d'un poste de commandement à Avenches. Pour Roland Fornerod, ce projet ne tient pas; il y a par exemple la distance (de l'ordre de 15 km) qui complique le management de l'ensemble et, d'autre part, le fait que l'organisation d'Avenches est déjà très avancée de par la proximité de dangers potentiels que repré-



Jean-Daniel Curchod, Adm. du CRIE:
«Pour 1994, l'occupation va tomber à 3500 jours; c'est catastrophique.»

sente la centrale de Mühleberg et de celle d'une industrie chimique.

En conclusion, Roland Fornerod pense que la Réforme vaudoise est bonne; malheureusement elle comporte un certain nombre de zones d'ombre; dès lors, le projet devient plus difficilement vendable et, dans notre canton, ce genre de vente qui donne l'impression d'être faite «à la hussarde», n'a que peu de chance de passer. C'est en tout cas le sentiment de certaines communes, même si, sur le fond, personne n'est hostile à la réforme en tant que telle; c'est une simple question de forme.

La position d'un centre d'instruction

Jean-Daniel Curchod est l'administrateur du Centre d'instruction de l'est vaudois (CRIE) à Villeneuve. A ce titre, il se montre désagréablement surpris par la décision de non seulement geler le projet de réforme, mais encore celle qui consiste à couper purement et simplement les sub-sides cantonaux à l'instruction.

J.-D. Curchod explique que «ce blocage financier fait chuter les activités du CRIE de

Indispensable au cas où – judicieux et utile dès maintenant. Le mobilier de protection civile d'ACO.

Demandez la documentation ou les conseils des spécialistes:

ACO Mobilier de protection civile
Vaudrès 28
1815 Clarens
Tél. 077 21 74 36



Allenspach & Cie SA
Untere Dünernstrasse 33
4612 Wangen b/Olten
Tél. 062 32 58 85-88
Fax 062 32 16 52



ACO. La marque de confiance.